REGISTRE D'ACCESSIBILITÉ

Créé le 25 septembre 2017

PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Nom de l'établissement : Ferme équestre de la Grésigne

Nom de l'exploitant : Isabelle Chazal – Fabrice Védère

Adresse : Les Grèzes 81140 Saint Beauzile

N° SIRET : 795 094 903 00015

Code NAF : 0143Z

Classification de l'établissement :

- Types : ERP

- Catégorie :

Détail des prestations proposées dans l'établissement :

Équitation

Asinerie

Gite d'enfants

Gite d'étape

Description des lieux ouverts au public :

Parking

Bureau d'accueil

Toilettes

Abords des aires d'évolution et des paddocks (les aires d'évolution et les paddocks en tant que tels sont réservés aux cavaliers et à leurs enseignants)

Dortoirs, réfectoire et douches (réservés aux personnes en gite)

UN ETABLISSEMENT CONFORME AUX REGLES D'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE

Documents à joindre au présent registre d'accessibilité (selon le cas) :

Si l'établissement est nouvellement construit, joindre l'attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité (*article L. 111-7-4 du Code de la construction et de l'habitation*).

Si l'établissement a fait l'objet d'une autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public, joindre la notice d'accessibilité correspondante.

Si l'établissement est conforme aux règles d'accessibilité, joindre l'attestation d'accessibilité transmise en Préfecture (*article R. 111-19-33 du Code de la construction et de l'habitation*).

Si l'établissement fait l'objet d'un agenda d'accessibilité programmée, joindre le calendrier de la mise en accessibilité de l'établissement (*article R. 111-19-31 et suivants du Code la construction et de l'habitation*) ainsi que l'attestation d'achèvement des travaux dès réalisation totale (*article D. 111-19-46 du Code de la construction et de l'habitation*).

Si l'établissement a obtenu une ou des dérogation(s) aux règles d'accessibilité, joindre les arrêtés préfectoraux.

Fiches de suivi de l'entretien des équipements nécessitant entretien et maintenance (cf. modèle en annexe 1)

Document d'aide à l'accueil des personnes handicapées à destination du personnel en contact avec le public.

**DISPOSITIONS PRISES POUR PERMETTRE A TOUT PUBLIC D'ACCEDER
AUX PRESTATIONS PROPOSÉES PAR L'ETABLISSEMENT**

Lieu	Accessible ?	Mesure d'accès mise en place ou à mettre en place	Si travaux prévus, calendrier de réalisation (mois & année)
Ensemble de la structure	Non aux malvoyants sévères et non-voyants sans accompagnant (obligation de venir en voiture)		
Places de stationnement	oui		
Bâtiment d'accueil	En partie		
Sanitaires	oui	Travaux d'installation d'une rampe d'accès et de toilettes adaptées UFR	
Aires de travail	oui		
Équitation	En partie : avec ou sans accompagnant (famille ou professionnel) suivant la nature et l'intensité de la déficience	Pas de label équi-handi. Donc accessible aux personnes souffrant d'une déficience mentale ou de troubles du comportement légers ou d'une déficience physique n'affectant pas la capacité à monter à cheval sans appareillage.	
Asinerie	En partie : avec accompagnant (famille ou éducateur spécialisé)	Accessible aux personnes souffrant d'une déficience mentale ou de troubles du comportement légers ou d'une déficience physique n'affectant pas la capacité à marcher en extérieur	

Copie

Attestation d'accessibilité
d'un ERP de 5^{ème} catégorie conforme à partir du 1^{er} janvier 2015
exemptant d'Agenda d'Accessibilité Programmée
(Envoi en Recommandé avec Accusé de Réception au préfet de département)

Conformément à l'article R.111-19-33 du code de la construction et de l'habitation,

Je soussigné(e), *Mme Isabelle CHAZAL*, représentant la *SARL Ferme Équestre de la Grésigne n° SIRET 795 094 903 00015*, établissement recevant du public de 5^{ème} catégorie,
situé au Lieu-Dit Les Grèzes 81140 SAINT BEAUZILE, dénommé ou enregistré sous l'enseigne : *Ferme Équestre de la Grésigne*

atteste sur l'honneur que l'établissement sus-mentionné répond à ce jour aux règles d'accessibilité en vigueur au 1^{er} janvier 2015, suite à des travaux réalisés : *abattage d'une cloison pour agrandissement du WC, installation d'un WC aux normes (cf facture), construction d'une rampe amovible pour l'accès aux toilettes.*

Cette conformité à la réglementation accessibilité prend en compte

le recours à une ou plusieurs dérogations, obtenue(s) en application de l'article R.111-19-10 du code de la construction et de l'habitation (cf. arrêté préfectoral accordant la ou les dérogations ci-joint) et, en cas de dérogation accordée à un établissement recevant du public remplissant une mission de service public, la mise en place de mesures de substitution permettant d'assurer la continuité du service public ;

l'accessibilité d'une partie de l'établissement de 5^{ème} catégorie dans laquelle l'ensemble des prestations peut être délivré et, le cas échéant, la délivrance de certaines de ces prestations par des mesures de substitution.

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, en application des articles 441-1 et 441-7 du code pénal.

A St Beauzile, le 01/01/2018

**FERME ÉQUESTRE
DE LA GRÉSIGNE** Signature
81140 St BEAUZILE
tél : 05.63.33.1265
www.ferme-gresigne.fr

SARL au capital variable de 10.000€
795 094 903 RCS ALBI

Article 441-1 du code pénal

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

Article 441-7 du code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.